

LES CONSEQUENCES DES ENTRAVES A LA SAISINE D'UN TRIBUNAL

Par Monsieur TEULE Laurent au prétexte que je n'avais plus de domicile alors que celui-ci était revendiqué en justice et que ce dernier a été violé à sa demande pour s'introduire dans notre propriété le 27 mars 2008.

Pas de nullité d'acte « ordonnance du 16 juin 2009 Président T.G.I STEINMAN »

Les différentes inscriptions de faux en principal des décisions obtenues par la fraude.

N° 1 / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre différentes ordonnances de référés en matière de mesures provisoires N° enregistrement : 12/00020 au greffe du T.G.I de Toulouse le 2 mai 2012. Dénonce par huissiers de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.

N° 2 / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels dans différents dossiers et contre différents jugements rendus par le juge de l'exécution N° enregistrement : 12/00023 au greffe du T.G.I de Toulouse le 30 mai 2012. Dénonce par huissiers de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.

N° 3 / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre plusieurs arrêts rendus par la cour d'appel de Toulouse. N° enregistrement : 12/00022 au greffe du T.G.I de Toulouse le 30 mai 2012. Dénonce par huissiers de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.

N° 4 / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre différentes publications effectuées à la conservation des hypothèques de Toulouse, N° enregistrement N° 12/00029 au greffe du T.G.I de Toulouse le 25 juillet 2012. Dénonce par huissier de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.

N° 5 / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre un jugement rendu par le juge de l'exécution le 3 octobre 2012, par Madame ELIAS - PANTALE au T.G.I de Toulouse, enregistré sous le N° 12/00038 au greffe du T.G.I de Toulouse le 31 octobre 2012. Dénonce par huissier de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.

N° 6 / Procès-verbal enregistrant une inscription de faux intellectuels contre une décision du 1er octobre 2012 rendue par la préfecture de la HG et contre une ordonnance du 15 mars 2013 rendue par le tribunal administratif de Toulouse, enregistré sous le N° 13/00025 au greffe du T.G.I de Toulouse le 7 mai 2013. Dénonce par huissier de justice aux différentes parties et enrôlé au greffe.